

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 08/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS OREDUI**

783 Avenue Robert Brun  
Lotissement industriel St Bernard - ZI du Camp Laurent  
83507 La Seyne-sur-Mer

Références : D-UD83-2024-0159  
Code AIOT : 0006400190

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2023 dans l'établissement SAS OREDUI implanté 783 Avenue Robert Brun Lotissement industriel St Bernard - ZI du Camp Laurent 83507 La Seyne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection, non exhaustive était réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS OREDUI
- 783 Avenue Robert Brun - ZI du Camp Laurent 83507 La Seyne-sur-Mer
- Code AIOT : 0006400190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement OREDUI (Entreprise Omnium de Ramassage et d'Élimination des Déchets Urbains) de la Seyne constitue une annexe du site principal implanté à Grasse. Il reçoit environ 6 000 t de déchets dangereux par an dont 3 500 t d'eau hydrocarburée, désignée comme effluent à Bas Pouvoir Calorifique (BPC). Les autres déchets liquides sont reçus, sauf exception, conditionnés en Grands Récipients Vrac (GRV).

Cet établissement représente un exutoire capable de prendre en charge les déchets dangereux collectés en déchetterie ou produits par différentes industries.

Dans le cadre d'un contrat avec l'intercommunalité, l'établissement fait fonction de point d'apport volontaire des déchets amiantés diffus des particuliers, contribuant ainsi à éviter la dispersion de ces déchets.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque Chronique : déchets
- Risque Chronique : eaux superficielles

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – E) 1)	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – E) 2)	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – A) 2.	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – B) 2.	Sans objet
3	Aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – B) 4.	Sans objet
4	Rinçage des citernes des vidangeurs	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – C)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées note que l'établissement est globalement bien tenu. Cependant des non-conformités ont tout de même été constatées. L'exploitant doit rapidement fournir les justificatifs demandés (réseaux séparatifs, dimensionnements des débourbeurs/déshuileurs...).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – A) 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les déchets de type industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que de producteurs du département du VAR ou des départements limitrophes (BOUCHES-DU-RHÔNE, VAUCLUSE, ALPES DE HAUTE PROVENCE, ALPES MARITIMES) ainsi que de la CORSE et de la DROME</li> </ul> <p>Pour les déchets de type domestique (matières de vidange, curage d'égout, graisses), que de producteurs situés à l'intérieur du territoire des communes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de Sanary et Bandol ;</li> <li>– de la Communauté de Communes Sud Sainte Baume (Riboux, Signes, LaCadière d'Azur, Le Castellet, Saint Cyr S/Mer, Le Beausset et Evenos) ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Pour les déchets hydrocarbonés (issus du nettoyage des bacs d'hydrocarbures comme notamment les décanteurs/deshuileurs, les cales de navires, les bacs de stockage, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que de producteurs des départements du VAR ou des BOUCHES DU RHÔNE).</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que 95 % de tous les déchets proviennent du Var, avec les parts restantes provenant des Bouches du Rhône, du Vaucluse (1 chantier amiante), et des Alpes-de-Haute-Provence (1 chantier).</p> <p>L'exploitant présente le registre des entrées pour l'année 2023.</p> <p>Lors du contrôle des origines des déchets pour l'année 2023, les déchets suivants ont été vérifiés par échantillonnage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– déchets types industriels – 14/09/2023 – BAVARIA Automobile – 83 130 La Garde (n°OS11-02084) ;</li> <li>– déchets types domestiques – 30/03/2023 – M.C – 83 190 Ollioules (n° OS23-14934) ;</li> <li>– déchets hydrocarburés – 24/03/2023 – ORTEC Environnement – 83 088 Toulon (n° OS11-02084).</li> </ul> <p>Les origines des déchets contrôlés sont conformes aux prescriptions susmentionnées.</p> <p>Néanmoins, pour faciliter l'analyse des données brutes, il est recommandé à l'exploitant de réaliser et de tenir à jour un graphique ou un tableau comprenant le nombre d'entrées par types de déchets (industriels/domestiques/hydrocarburés) par départements (industriels et hydrocarburés) ou communes (domestiques).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Surveillance de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – B) 2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation sera gardiennée en permanence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit par une personne physique qui assurera cette tâche sur place ;</li> <li>– soit par un système de télésurveillance (détecteurs d'intrusion et d'incendie avec retransmission de l'information vers une centrale de surveillance pour intervention).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un système de télésurveillance est en place, sous-traité à l'entreprise « SEVIDI », couvrant à la fois la partie intrusion et la détection incendie ;</li> <li>– une astreinte est mise en œuvre du lundi matin au lundi matin, impliquant la présence d'au moins un cadre ou un agent de maîtrise ;</li> <li>– une barrière anti-intrusion est installée en périphérie du site pour renforcer la sécurité des installations.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Aires de circulation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 - B) 4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires de circulation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des aires de circulation du site [...] sera imperméabilisé et aménagé de telle sorte que tout écoulement accidentel puisse être dirigé vers un bassin de rétention étanche d'une capacité minimale de 180 m<sup>3</sup> (ce bassin sera constitué de 3 cuves en série, placées dans une fosse maçonnée étanche).</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>La surface de l'établissement est imperméable, et les eaux susceptibles d'être polluées ou les pollutions liées à une perte de confinement sont collectées et acheminées gravitairement vers 3 cuves enterrées d'un volume total de 180 m<sup>3</sup>. Cependant, l'étanchéité des installations, n'ayant pas encore fait l'objet de contrôle, suscite des interrogations quant à leur efficacité.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir un mode opératoire permettant de tester l'étanchéité des cuves et du circuit. Lesdits tests doivent être réalisés dans l'année 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rinçage des citernes des vidangeurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – C)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rinçage des citernes des vidangeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1) Les opérations de rinçage s'effectueront exclusivement au niveau de l'aire extérieure (repérée 4), aménagée en forme de rétention, utilisée pour les opérations de dépotage des véhicules citernes des vidangeurs ; 2) Les opérations de rinçage sont limitées aux seules citernes des véhicules des vidangeurs venant apporter des déchets aux installations du centre de transit ; 3) L'eau utilisée pour le rinçage de chaque citerne est intégralement récupérée sous forme d'un effluent souillé qui est traité comme un déchet selon les mêmes voies que le déchet qui était contenu dans cette citerne (l'effluent souillé est géré comme le déchet que contenait la citerne).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les opérations de rinçage sont effectuées sur une aire étanche, exclusivement pour les camions transportant des eaux hydrocarburées avec des sédiments, avec une moyenne d'un poids lourd par jour. Pour le traitement des décanteurs, les effluents sont stockés et dirigés vers un autre site du Groupe exploitant une installation de récupération et de traitement des déchets d'hydrocarbures (traitement biologique) sis à Grasse, où ils sont transformés en combustible. Quant aux sédiments issus du processus de décantation, ils sont acheminés vers un centre d'incinération situé à Rognac.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Eaux pluviales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – E) 1)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1) Les eaux pluviales provenant du toit des bâtiments du centre de transit, non polluées, seront collectées et évacuées, via un réseau spécifique, vers le réseau des eaux pluviales de la zone. Le dispositif de collecte et d'évacuation de ces eaux sera conçu pour qu'en aucun cas, même accidentel, il ne puisse être souillé par des eaux polluées provenant du centre de transit.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que deux surfaces de toiture, représentant 307 m<sup>2</sup> sur un total de 1 062 m<sup>2</sup>, sont directement reliées aux réseaux des eaux pluviales, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une partie de la toiture du bâtiment 6, située du côté du quai nord, couvrant une surface de 270 m<sup>2</sup> ;</li> <li>– l'autre zone non reliée est l'auvent du bâtiment 2, représentant une surface de 37 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Ces eaux de toiture sont dirigées vers le réseau pluvial commun, où elles se mélangent avec les eaux de ruissellement des aires de circulation et de stockage.</p> <p>L'établissement ne dispose pas de réseaux spécifiques pour les eaux des toitures susmentionnées, ce qui ne garantit pas à tout moment qu'elles ne soient pas souillées par des eaux polluées provenant du centre de transit.</p> <p>En conséquence, il est demandé à l'exploitant de fournir, sous 15 jours, un plan d'action détaillé, accompagné d'un échéancier précis de réalisation pour un retour en conformité, n'excédant pas 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Traitement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 5 – E) 2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales provenant des aires de circulation imperméabilisées du site seront collectés puis dirigées vers le réseau des eaux pluviales de la zone après avoir préalablement transité par deux bacs « décanteur-déshuileur », fonctionnant en parallèle, d'une capacité de traitement totale d'au moins 48 l/s. Sur la canalisation d'amenée de ces eaux aux bacs « décanteur-déshuileur », en amont de ceux-ci, sera installée une vanne permettant d'arrêter le rejet dans le réseau public et de diriger ces eaux vers un bassin de rétention étanche d'une capacité minimale de 180 m<sup>3</sup> (ce bassin est le même que celui dont il est fait mention au § B-4 ci-dessus).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est imperméabilisé sur l'ensemble de sa surface, les eaux pluviales sont collectées et traitées par deux débourbeurs déshuileurs, d'un volume respectif de 2,5 m<sup>3</sup> et 11 m<sup>3</sup>. Le curage de ces installations de traitement a été effectué le 20/07/23.</p> <p>Une vanne est présente sur site, permettant en cas de pollution des eaux, de les diriger vers les 3 cuves de rétention d'un volume total de 180 m<sup>3</sup>.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une capacité de traitement des eaux pluviales totale d'au moins 48 l/s.</p> <p>En conséquence, il est demandé à l'exploitant de déterminer, dans un délai de 15 jours, le dimensionnement exact des installations de traitement des eaux pluviales présentes sur le site. Si la capacité de traitement est inférieure à 48 l/s, il devra accompagner cette analyse d'un échéancier de réalisation des travaux, qui ne pourra excéder 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois